

Annonces du président du Faso pour 2025 : Remarques et propositions sur l'initiative pour le développement de médicaments issus de la pharmacopée traditionnelle burkinabè (2/5)

Dans le premier écrit de la série de cinq que nous avons planifiée à propos de l'initiative du président Traoré pour le développement de médicaments à base de la pharmacopée traditionnelle burkinabè, nous concluons notre réflexion par la question suivante : « La question d'une grande importance reste celle de savoir comment expliquer la léthargie du sous-secteur de la médecine traditionnelle en dépit de soixante-quinze (75) ans d'engagement politique constant ? ». Nous annonçons que la réponse à cette question était à rechercher dans la nature des moyens de mise en œuvre des orientations politiques en faveur de la médecine et de la pharmacopée traditionnelles. Dans ce deuxième article, il s'agira de présenter le bilan du tout premier modèle expérimenté par notre pays, que j'appelle la « voie académique », en matière de développement de l'industrie du médicament à travers l'exploitation de la pharmacopée traditionnelle burkinabè. Pour cela, nous aborderons deux points principaux. D'abord nous rappellerons les fondements du modèle. Ensuite nous présenterons le bilan du modèle tel qu'il a été expérimenté en nous servant, d'abord, à titre illustratif, des résultats de recherche sur la question au niveau mondiale.

Mais avant, il convient de faire une petite clarification. Ce deuxième écrit peut être vu, d'une certaine manière, comme une autocritique. Il s'agit d'un écrit à propos des penseurs de métier, et notamment des chercheurs burkinabè, concernant l'impact de leur mode d'organisation sur les résultats des politiques publiques dans lesquelles ils sont impliqués. Il s'agit ainsi, en tant qu'enseignant chercheur, d'une réflexion sur moi-même. Et, comme certaines personnes 'lisent en diagonale', pour reprendre une expression commune, ils risquent de semer des confusions et des controverses inutiles, si nous ne faisons pas cette mise au point. Qu'on ne se méprenne donc pas. Cette réflexion critique n'a pas pour but de déconseiller le président du Faso de financer la recherche, ou un centre de recherche particulier ; ce serait absurde, surtout de notre part. Ceux qui nous connaissent savent bien que nous aimons la recherche, comme il en est de l'enseignement ; personnellement, nous avons consacré notre vie jusque-là à ce métier, et nous souhaitons y rester encore pendant longtemps, plaise à Dieu. Pour ceux qui ne le savent pas encore, à l'Université Joseph KI-ZERBO, le Laboratoire de sociologie de la Santé, le LARISS, dont nous sommes tous fiers aujourd'hui, est à l'origine le fruit d'un projet que nous avons personnellement initié dans le cadre d'un appel à projet de partenariat académique de l'Académie Britannique, alors que nous étions encore doctorant ; c'est le financement de notre thèse qui a permis la tenue de la toute première édition des Journées du Labo en 2010. Tout récemment, le Centre d'Excellence CEFORGRIS (<https://cea-ceforgris.org/>), à l'Université Joseph KI-ZERBO, financé par la Banque mondiale, est en partie le fruit des réflexions que nous avons initiées puis menées en collaboration avec des collègues de toutes les universités et centres de recherche publics. Le Centre de compétence en éducation numérique (<https://ccrenes-bf.org/>), mis en place dans la même université (dont nous saluons au passage l'excellence en matière d'accompagnement à l'innovation), comme outil d'accompagnement des universités publiques afin d'opérer leur transformation digitale, est l'aboutissement d'un projet que nous avons initié en 2018 à l'Université Thomas SANKARA, mais qui, en son temps

Le journal de la culture et des sciences

n'y avait pas eu de preneur institutionnel ! Aussi, nous conduisons un projet interuniversitaire depuis 2016 (<https://ipesti-bf.org/>) dont, comme nous venons de le mentionner, le CEA-CEFGRIS tire l'essentiel de son contenu, et dont tous les présidents des universités publiques ont salué la pertinence ; ledit projet nécessitera du financement public (et nous souhaitons une attention particulière du président du Faso à ce niveau aussi), car peu de bailleurs étrangers financeraient un tel projet, parce qu'il s'agit d'un projet stratégique qui devrait permettre à nos autorités (politiques et universitaires) d'avoir à tout moment des données à jour pour prendre des décisions bien informées sur notre système d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation, et partant d'accompagner la transition du système vers l'économie basée sur la connaissance. Nous avons soutenu des étudiants pour leurs recherches, et donner parfois un coup de pouce à des collègues qui rêvent, comme nous, d'un enseignement supérieur et de recherche digne et fier de son rôle dans la transformation qualitative de notre société. Bref, c'est pour dire que nous faisons partie de ceux qui peuvent mesurer l'importante valeur d'un geste de l'Etat en faveur de la recherche. Ici nous faisons juste œuvre de scientifique, et si vous voulez, de salubrité du sens commun relatif à notre métier de chercheur. Nous voudrions contribuer à mieux clarifier, en tant que chercheur, ce dont nous sommes capables, fonctionnellement, de très bien faire, et ce que nous ne pouvons pas faire (et pour beaucoup, nous ne devons pas faire). Certaines de nos autorités, parce qu'elles ne savent pas (bien sûr parce que nous avons été lents à le leur montrer) comment l'enseignement supérieur et la recherche scientifique agissent dans les processus de transformation socio-économique, nous attribuent des missions qui parfois sortent de notre ressort, et ensuite ils nous critiquent, quand on n'y réussit pas. Parfois, nous-mêmes chercheurs, nous acceptons ou défendons des attributions que nous ne sommes pas à mesure de bien exécuter, parce qu'au fond nous n'avons pas pris de temps de chercher à savoir (ou nous l'ignorons par intérêt) là où nous pouvons mieux contribuer, en tant que chercheurs. Sans doute, l'impact fonctionnel de l'éducation et de la science, est diffus et large ; mais pour profiter de son impact institutionnel, l'activité scientifique doit nécessairement être orientée, et pas n'importe comment. Ce sont les modalités d'une meilleure orientation de la science, de la meilleure place qu'elle doit occuper, en vue de contribuer à l'atteinte des objectifs de développement (comme ceux sur la production de médicaments) que nous voudrions partager ici. Ce dont il s'agit dans le présent propos concerne ce que nous pensons être la meilleure l'entrée que le président du Faso pourrait choisir, pour qu'à la fin nous ayons à court terme du médicament et qu'en même temps un institut comme l'IRSS reçoive des fonds conséquents ; j'essayerai d'être clair, mais chers collègues aidez-moi là où je n'y arriverais pas.

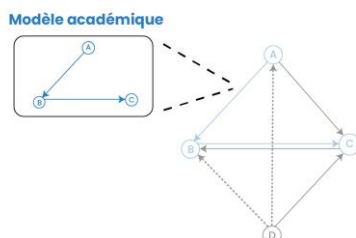
Ainsi avons-nous dit, la « voie académique » de développement de l'industrie du médicament sur la base de nos plantes et autres ressources, a montré ses limites. Mais, en fait, qu'entendons-nous par « voie académique » ? Nous reviendrons sur le cas spécifique de l'application du modèle à l'industrie du médicament au Burkina Faso dans notre prochain article. Dans le présent, nous allons nous contenter de présenter les caractéristiques générales du modèle, pour une meilleure compréhension de son analyse dans le cas spécifique burkinabè que nous allons aborder dans le prochain article- en restant toujours dans la voie académique.

Contenu et fondements du modèle académique

Sur le schéma ci-dessous du modèle de développement industriel, sous sa forme améliorée, auquel nous devrions arriver à terme, le modèle académique d'utilisation des résultats de la

Le journal de la culture et des sciences

recherche correspond aux relations ABC. Notons, que les interactions (le sens des flèches) dans le modèle amélioré se font dans les deux sens. Nous en avons fait l'économie ici par souci de simplicité.



Cette voie, comme nous l'avons déjà indiqué dans notre précédent écrit, est aussi ancienne que l'indépendance de notre pays. Quand le concept de « développement » fit son entrée dans les relations internationales à la fin des années 1940, c'est sur la base de l'application d'une conception occidentale du changement social¹. Tirant leçons de la reconstruction de l'Europe grâce au transfert des acquis scientifiques des Etats-Unis, le monde occidental s'est fait l'idée que l'importation de technologies prêtes à l'emploi, développées dans cette partie du monde, devrait inéluctablement conduire au développement des nouveaux pays indépendants, et plus généralement les pays dits « sous-développés »². Ainsi, en Haute-Volta, dans tous les secteurs, les politiques devraient « veiller à ce que les habitants ... accèdent à un niveau technique et culturel plus élevé »³. Le lien est manifeste avec l'idéologie coloniale européenne du XX^e siècle, elle-même tirant intellectuellement sa source dans l'esprit Lumières. Dans l'histoire européenne, l'idée de progrès remonte à Grèce Antique. En effet, comme l'affirmait Nisbert, « Depuis au moins le début du XIX^e siècle jusqu'à il y a quelques décennies, la croyance dans le progrès de l'humanité, avec la civilisation occidentale à l'avant-garde, était pratiquement une religion universelle des deux côtés de l'Atlantique »⁴. Cette idée du progrès linéaire de l'humanité repose sur deux postulats de la philosophie européenne, à savoir le caractère linéaire du temps, l'irréversibilité du changement, et un mouvement amélioratif correspondant vers la perfection. De cela il découle deux conséquences. D'une part, l'idée que l'accumulation de connaissances dans les arts et les sciences se traduira toujours par une amélioration considérable des connaissances. D'autre part, l'idée que la nature humaine évolue vers la perfection en termes de moralité et de spiritualité ; le triomphe de la science appliquée fut le germe de cet espoir⁵. Ainsi, l'innovation, c'est-à-dire l'adoption de nouvelles pratiques améliorées était expliquée quantitativement par le volume des découvertes scientifiques, faisant ainsi de la science le facteur déterminant du processus de développement. En suivant le raisonnement selon le modèle académique, les investissements élevés en Recherche et Développement (R&D) entraîneraient inéluctablement une croissance de la productivité⁶ sur le plan économique et du développement. Qualifié de modèle « *science push* », pour ses détracteurs, il s'agit du « scientisme » ou « progressivisme technologique », consistant à attribuer un rôle instrumental intrinsèque à la science et à la technologie⁷.

En se concentrant trop sur la nécessité de gros investissements en faveur d'un institut de recherche, le message du présent du Faso court le risque de s'intégrer dans le modèle de « science push » ! C'est vrai, peut-être que nous allons trop vite en besogne ; parce que le

Le journal de la culture et des sciences

discours du président a duré juste quelques minutes, et sa transcription donne seulement quelques paragraphes. Ce qui veut dire que nous pourrions n'avoir pas encore tous les détails de sa vision. Le président met ensemble « environnement » et « santé » ; et il dit que les « plantes médicinales et les herbes » dans les « bosquets » « pourront être utilisées par les tradipraticiens et même par nos chercheurs ». Il reste une ambiguïté, à savoir lequel du secteur de l'environnement et de celui de la santé prendrait le leadership de cette initiative. Bref, le message s'offre à plusieurs lectures. Néanmoins, nous avons appris aussi que la parole du capitaine Ibrahim Traoré est une parole d'état, après son annonce ses effets suivent immédiatement ; sitôt dit, sitôt fait ! Aussi, le président laisse penser que c'est une volonté dont le contenu est en cours d'élaboration, parce qu'il dit qu'il a « donné des instructions pour qu'on puisse me lister tous les équipements dont cet institut a besoin pour accroître sa capacité et exploiter notre potentiel en matière de plantes et d'herbes pour suppléer certains médicaments importés ». Non seulement il était en attente de cette liste, mais aussi il semble avoir déjà décidé, parmi les acteurs potentiels qu'il a indiqués (les tradipraticiens et les chercheurs), que ce sont les chercheurs, notamment ceux de l'IRSS qui vont « exploiter notre potentiel en matière de plantes et d'herbes pour suppléer certains médicaments importés ». En dépit de la brièveté du message, nous croyons qu'il y a assez de détails pour nous permettre d'organiser notre contribution – après tout c'est pendant cette phase d'élaboration, qu'une contribution à l'agenda d'une politique publique est très utile.

Cette image de la science à des conséquences institutionnelles assez larges. En effet, sociologiquement, l'idée de progrès fondé sur la connaissance scientifique fait du même coup ceux qui possèdent cette connaissance à un très haut niveau (notamment les chercheurs), des acteurs investis des mêmes pouvoirs instrumentaux intrinsèques, à l'image des pouvoirs de la connaissance ainsi possédée. Institutionnellement donc, le chercheur, n'est pas un travailleur ordinaire ; sa fonction est ce que les anglais appellent « status profession » ; comme le juge, le médecin, l'architecte, l'ingénieur, le prêtre, la fonction de chercheur est une « profession », ou « professions libérales » en français. Les professions sont des métiers « qui ont le privilège de définir et de coordonner eux-mêmes, de manière collégiale, leur propre travail, d'en définir les conditions, car ils peuvent en théorie se permettre d'ignorer les éventuelles exigences du client ou de la hiérarchie. Une profession, dans ce sens, s'appuie sur une idéologie donnant la priorité, en théorie, à la qualité du travail plutôt qu'au gain économique...la logique du professionnalisme [est] celle de l'autorégulation »⁸. Le professionnalisme, apparaît dans ce sens comme un mode d'organisation sociale, consistant « au sens le plus élémentaire, [en] un ensemble d'institutions qui permettent aux membres d'une profession de gagner leur vie tout en contrôlant leur propre travail »⁹. A partir du XX^e siècle, dans les sociétés occidentales, ce modèle d'organisation s'est établi comme un idéal social, c'est-à-dire comme « est un modèle de la manière dont la société devrait être organisée pour répondre à une certaine classe ou à un certain intérêt, ainsi qu'au citoyen idéal et de sa contribution à celui-ci »¹⁰. C'est un mode d'organisation qui s'accommode des différentes idéologies politiques et économiques (libérales, socialistes, etc.) ; en ce sens, les professions sont « des métiers qui fournissent des services d'experts dans des situations structurées au sein d'associations intermédiaires ou d'agences d'État sur la base d'une autorité socioculturelle indépendante »¹¹. C'est au nom de cet idéal que les médecins ont demandé et acquis leur monopole en France ; c'est en son nom qu'ils ont demandé l'application de la règle dans les françaises colonies d'Afrique ; c'est sur la base

Le journal de la culture et des sciences

de cet héritage que les médecins et les pharmaciens burkinabè ont codifié la pratique de la médecine et de la pharmacie, et les métiers de santé ; c'est cet idéal qui sert de base aux revendications des libertés académiques par les chercheurs, etc. C'est en son nom aussi que le politique, comme le président du Faso dans notre cas, pense qu'il faut tout délégué au professionnels les missions de très haute technicité ; car, « Les deux idées les plus générales qui sous-tendent le professionnalisme sont la croyance selon laquelle certains travaux sont si spécialisés qu'ils sont inaccessibles à ceux qui n'ont pas la formation et l'expérience requises, et la conviction qu'ils ne peuvent être standardisés, rationalisés... »¹².

Dans le domaine de l'innovation, ce modèle a donné lieu à d'importants investissements. C'est une dynamique mondiale qui remonte jusqu'à la fin des années 1940. La crise économique des années 1970 a montré l'importance décisive d'investir dans l'accumulation de la connaissance ; une idée auparavant développée par Frederick List avant le XX^e siècle. Il ne suffit même plus aux Etats de se contenter d'importer la technologie étrangère ; les Etats tireraient même plus de bénéfices en en développant chez eux, car pour optimiser le transfert de technologies étrangères il est nécessaire de disposer des capacités nationales. Ce serait cette anticipation qui expliquerait que les économies du Japon et des Etats-Unis soient testées compétitives pendant cette période de crise qui frappa les économies à travers le monde. Les chiffres ci-dessous sur la part des dépenses en R&D de chaque pays dans son PIB, sont caractéristiques de l'engagement des différentes puissances économiques de l'époque pour le développement industriel par la science.

Années	1934	1967	1983
USA	0,6	3,1	2,7
EC	0,2	1,2	2,1
JAPAN	0,1	1,0	2,7
USSR	0,3	3,2	3,6

Prenons un autre exemple. Dans les années 2000, il était estimé que chaque année, le Royaume-Uni dépensait environ 21 milliards de livres sterling de fonds des secteurs public et privé pour créer des connaissances. Les dépenses mondiales de R&D sont estimées à environ 500 milliards de livres sterling (720 milliards de dollars en 2004), sachant que les budgets de R&D de l'Inde et de la Chine ne sont pas très bien connus ; Les petites nations commerçantes comme le Danemark et l'Irlande voient leur avenir comme dépendant non pas de la possession ou de la gestion de grandes usines, mais de la contribution aux éléments de conception et de services d'un réseau de valeur manufacturière distribué à l'échelle mondiale . De grands acteurs comme l'Allemagne et la France réduisent leurs activités manufacturières et se concentrent sur les aspects à forte valeur ajoutée ; dans l'ensemble de l'UE, depuis le milieu des années 1990, une succession de mesures visant à accroître les dépenses en R&D ont été introduites. En mars 2000, le Conseil de Lisbonne a engagé l'UE à atteindre l'objectif de devenir « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique au monde » d'ici 2010. Pour y parvenir, elle s'est fixée (en 2002) l'objectif d'augmenter ses dépenses de R&D à 3% du PIB d'ici 2010. Dans l'EU, les services représentaient 75% pour cent ou plus de ces économies, mais les marchés alternatifs rendent la concurrence féroce. Pour contrer cela, les entreprises du secteur

Le journal de la culture et des sciences

des services s'engagent de plus en plus dans une concurrence fondée sur la connaissance, investissant dans la R&D et mettant en place des structures pour soutenir un type d'entreprise beaucoup plus axé sur l'innovation. Le résultat a été une pression considérable sur l'accélérateur de la création de connaissances, avec pour résultat une grande quantité de connaissances créées. L'industrie pharmaceutique quant à elle consacrait 15 à 20% de son chiffre d'affaires à alimenter le cycle de découverte grâce à la recherche de pointe¹³.

Sur le plan organisationnel aussi, le modèle était tant institutionnalisé que certains en sont venus à parler de « société de professionnelles », de « société acquisitive », de « société post-industrielle », etc. En Occident, dans les politiques publiques, les professions s'interposent comme intermédiaires légitimes aussi bien pour leur élaboration que pour leur mise en œuvre. Ce sont là des objectifs importants, nobles à poursuivre, mais ce que je veux dire, c'est de ne pas se tromper d'objectif ; on peut légitimement avoir pour objectif de renforcer les capacités de la recherche à travers de gros financements pour l'excellence scientifique ; mais quand on a des objectifs économiques (industriels) il faudrait une posture différente pour mieux profiter de la recherche et partant faire profiter cette dernière des objectifs économiques. Cet écrit a pour but d'aider le président à bien choisir les moyens qui soit adaptés aux objectifs de production de médicament de façon efficiente.

Limites du modèle académique

A partir des années 1970, les bilans du modèle académique d'innovation apparaissaient mitigés. Les chercheurs commencèrent à s'interroger sur les postulats du modèle et à émettre des réserves au vu des connaissances empiriques acquises grâce à la recherche de terrain dans plusieurs pays et contextes. Mais même s'il existe des retours sur investissement en R&D, la question reste de savoir si ceux-ci suffisent à justifier l'énorme investissement ; les nouvelles connaissances créent-elles de la richesse ou de la valeur sociale – et le système le fait-il aussi « efficacement » qu'il le pourrait ? Le Royaume-Uni, par exemple, est souvent présenté comme étant doué pour inventer et faible pour capitaliser sur ces inventions initiales ; les retours sur investissement demandent de la patience dans la recherche (comme dans l'industrie pharmaceutique où il faut attendre entre 10 à 15 ans). Les impacts industriels des investissements des différents pays ci-dessus cités soulignent avec force que la contribution de la science et de la technologie est loin d'être une question purement quantitative. En effet, pourquoi l'ex-Union Soviétique, en dépit de ses investissements importants (le plus élevé de ces pays entre 1960 et 1980) a souffert de la crise des années 70 plus que le Japon, par exemple ? Pourquoi l'impact en termes d'innovation n'était pas aussi important qu'aux États-Unis ? Pour les économistes qui ont étudié ces économies, la différence tient dans la différence en matière « d'innovation sociale », c'est-à-dire institutionnelle et organisationnelle, qui était plus faible dans l'ex-URSS qu'au Japon. Autrement dit, la question est en partie organisationnelle et institutionnelle. Contrairement à l'ex-URSS, selon la littérature, le Japon a pu développer non seulement des institutions, mais aussi créé en ses industriels et en ses chercheurs, comme en ses décideurs politiques, de nouveaux modèles de comportements favorables à l'invention et à l'innovation. Ici, je voudrais me permettre de citer ce long paragraphe qui résume parfaitement l'argument que j'ai développé dans cet écrit : « ***On ne peut nier l'incroyable investissement de l'ancien État soviétique dans la science et la recherche*** »

Le journal de la culture et des sciences

nationales. La communauté de R&D était l'une des plus importantes, sinon la plus importante, au monde au cours de la seconde moitié du XXe siècle... Il apparaît désormais que, bien que les Soviétiques aient envoyé le premier satellite dans l'espace (Sputnik) et développé leur propre bombe à hydrogène, il s'agissait davantage d'exceptions d'innovation issue des résultats de la recherche que la règle. Par conséquent, à mesure que la gestion de l'ensemble de l'économie fonctionnait de plus en plus mal, il en était de même pour la gestion de la R&D dans sa contribution à la croissance et au développement économiques »¹⁴. Les choses y ont bien bien-sûr changé depuis les années 1990. Mais ce que je veux dire, c'est que le président du Faso ne devrait pas penser qu'en mettant de gros moyens dans un Centre pour la recherche, cela résultera nécessairement en médicaments et dans des délais courts ! Pour disposer du médicament à base de la pharmacopée traditionnelle, ce n'est pas ce levier qu'il faudrait actionner directement ; il faudrait une articulation différente, sans pour autant défavoriser les chercheurs !

L'exemple de l'Afrique du Sud est aussi très illustratif ce titre. Dans la mise en œuvre de sa politique de transformation sociale et économique postapartheid dans les années 1990, le pays a constaté que ses ressources humaines scientifiques et techniques étaient en deçà des besoins de sa politique. A l'analyse il s'est révélé que cet état de fait s'expliquait moins par une indisponibilité de cette main d'œuvre, que d'un processus inattendu. Ce processus inattendu était que les diplômés de l'enseignement supérieur avec des performances requises pour entreprendre une carrière scientifique ou technique choisissent de poursuivre leurs études dans les études commerciales, comptabilité, économie et droit. Cela permettait à ces diplômés de réussir sur le marché de l'emploi et travailler dans leurs domaines technique et scientifique de formation de base (e.g. développement de logiciels, modélisation, marketing etc...). En conséquence, pour les chercheurs qui se sont intéressés à la question, plutôt qu'un manque de main d'œuvre scientifique et technique de haut niveau, il faudra parler de transfert. Evaluant la formation scientifique traditionnelle, Khan notait ainsi que «traditional science and technology-based careers are unable to offer a strong enough pull to attract all the bright kids with star grades in mathematics and science » (Khan, 2006:11-12).

C'est aussi le sens de l'initiative britannique depuis 2000. Entre 2000 et 2004, la Grande-Bretagne a investi plus de 300 millions d'Euros dans la construction d'une économie basée sur la connaissance (Knowledge Transfer Programme UK 2005). Pendant qu'en Afrique du Sud avant les politiques de transformation postapartheid, ce sont les étudiants eux-mêmes qui ont de façon inventive trouvé des stratégies pour réussir sur le marché de l'emploi, en Grande-Bretagne, c'est l'Etat lui-même qui, à travers une politique volontariste a entrepris de reformer les programmes d'enseignements des facultés de science et de technologie à travers une infusion d'enseignements des sciences sociales (philosophie, histoire des sciences, économie, sociologie, management). Cette intervention publique a consisté à soutenir l'amélioration des capacités des institutions de l'enseignement supérieur et de la recherche qui leur permettront de répondre aux besoins du monde des affaires et celui des communautés ; à appuyer la création d'un réseau de centres dans les universités britanniques, spécialisées dans l'enseignement et la pratique de la commercialisation et l'entrepreneuriat relatifs au domaine de la science et de la technologie ; assister les institutions de l'enseignement supérieur et de la recherche afin qu'elles soient capables de transformer de façon efficiente les résultats pertinentes de leurs recherches les

Le journal de la culture et des sciences

plus compétitives en bonnes affaires sur le marché; permettre particulièrement les établissements publics de recherche de développer leurs capacités à exploiter leur potentiel en science et technologie et d'accéder à des fonds de soutien pour la valorisation commerciale de leurs recherches ; et enfin, à signer des conventions de partenariats entre le Massachusetts Institute of Technology (MIT) aux Etats-Unies et University of Cambridge en Grande-Bretagne, afin de développer des programmes d'enseignements et de recherches intégrés (sciences sociales et sciences de la nature) en faveur des étudiants des facultés de science et de technologies, dans le but d'améliorer l'entrepreneuriat, la productivité, et la compétitivité dans le pays. GeorgiaTech aux Etats-Unis et Paris-MinesTech en France sont des exemples types de cette exigence professionnelle et socio-économique. Ces faits devraient faire réfléchir les partisans du tout techno-science !

Par ailleurs, sur le plan organisationnel, à partir des années 1970, les formes de domination, d'inégalités sociales, étaient remises en cause, et l'idée d'une pluralité de connaissances gagnait les sociétés ; sur le plan scientifique le rôle transformateur des professions commençait à révéler ses limites, grâce aux travaux en sociologie des professions, des politiques publiques, etc. En réalité, cette réserve a débuté bien avant les années 1970, parce qu'elle avait déjà motivé l'étude systématique de Carr-Saunders et Wilson il y a plus d'un demi-siècle¹⁵. Ces auteurs avaient observé dans les années 1930, dans le cas de la Grande-Bretagne, que dans un contexte où « chaque session, depuis la guerre, le Parlement a été saisi d'au moins un projet de loi proposant de créer un registre d'État pour une profession non réglementée auparavant par l'État », deux préoccupations pouvaient être soulevées. La première concernait des problèmes pratiques et concernait la mesure dans laquelle les services professionnels tels que les services médicaux, l'aide juridique, la formation professionnelle, etc., pouvaient encore être disponibles parallèlement à la fermeture du marché qui va de pair avec le professionnalisme. La deuxième question était d'ordre politique et s'interrogeait publiquement quant à la position même des associations professionnelles, qui constituent l'une des catégories d'associations les plus puissantes, au sein de l'État. Face à ces questions, l'opinion publique était plutôt pessimiste quant à « l'opportunité » du professionnalisme. Certains considéraient regardaient les professions avec « soupçons »¹⁶, quand d'autres vont jusqu'à soutenir que le professionnalisme était « une conspiration contre le public »¹⁷. Une telle vision pessimiste à l'égard des professions s'est imposée dans la sociologie des professions des années 1970 à nos jours, sous deux formes principales. Premièrement, ses partisans examinent les effets structurels des attributs formels des professions. Ils estiment notamment que ces caractéristiques formelles sont utilisées par les professions pour établir un monopole sur leurs marchés au détriment des autres professions, qui ne parviennent pas à obtenir le soutien de l'État. Logiquement, pour eux, ces attributs formels sont inutiles. La seconde forme, indissociable de la première, remet en cause la revendication altruiste des professions. Ils considéraient les attributs formels des professions comme une façade leur permettant de légitimer leur contrôle sur les marchés du travail et, par conséquent, de porter plutôt atteinte à l'intérêt public. Ils soutiennent leurs arguments par la preuve selon laquelle les professions ne reflètent pas ce modèle altruiste dans leur travail quotidien. En résumé, pour les deux arguments, les professions et les autres métiers sont similaires, culturellement et socio-psychologiquement, et que leur donner un total monopole sur un domaine de la vie sociale risquerait d'empêcher des innovations dans ledit domaine.

Le journal de la culture et des sciences

En conclusion, la production scientifique est sans doute très importante, mais il n'y a pas que cela ; il y a plus que la technique dans un problème humain, de telle sorte qu'on ne devrait pas attribuer un pouvoir autopropulseur à la science, ni un monopole aussi large à un groupe de travailleurs, fût-il un groupe professionnel. L'on pourrait se demander au terme de cette analyse, la question suivante : « oui, mais en quoi ces observations au niveau mondial, pour ne pas dire dans le contexte des pays dites développés, sont-elles généralisables dans le contexte du Burkina Faso ? ». Vous verrez la portée générale de ces analyses dans le prochain article. L'exposé que nous avons fait est déjà long. Nous avons donc décidé de revenir sur le cas spécifique du Burkina Faso dans un article n° 2 bis, toujours sur le modèle académique, dans notre prochaine publication. Nous verrons que l'effort public sur plus de cinquante (50) ans a fortement contribué à l'excellence scientifique des disciplines pharmaceutiques, mais avec de faibles résultats dans l'industrie du médicament. La dominance des disciplines pharmaceutiques s'est faite au détriment des liens interdisciplinaires nécessaires à la réalisation des objectifs sanitaire en termes de productions de médicaments issus de la pharmacopée traditionnelle burkinabè – les médecins y sont presque absents ; les spécialistes des sciences humaines et sociales, pourtant identifiés comme collaborateurs centraux, sont en retrait ; les praticiens de la médecine traditionnelle ont été totalement écartés après – si ce n'est que pour service de sources d'information (mais là aussi avec peu de succès) sur les plantes d'intérêt aux disciplines pharmaceutiques. Or dans le cadre UNIQUEMENT de la recherche par des pharmaciens (et cela s'applique aussi aux autres domaines de recherche que celui de la pharmacie), on ne peut pas aboutir au développement industriel du médicament de « façon efficiente » - surtout quand on est dans l'urgence comme c'est le cas de notre pays. Pour y parvenir, au contraire, une faudrait une articulation spécifique dont l'entrée ne serait pas par un centre de recherche, mais dans laquelle évidemment la recherche tiendrait sa place – et les ressources à lui allouées ne seront pas pour autant diminuées (parce que parfois, pour certains c'est là où l'enjeu se trouve). Je dirais même que c'est dans cette autre articulation, où elle ne sera pas l'entrée principale, que la recherche pourrait s'offrir d'importants financements et de façon durable, et dont les chercheurs eux-mêmes en seraient fiers – en ce sens que, *money would be making value* ! Dans l'article qui suivra des exemples concrets sur ce modèle au Burkina Faso, nous permettront de nous rendre à l'évidence des limites de celui-ci.

Natéwindé SAWADOGO

Maître de conférences de sociologie de la santé

Université Thomas SANKARA

Email : natewinde.sawadogo@yahoo.fr

Téléphone : (+226)78858943

¹ Rist, G., *The History of Development : From Western Origins to Global Faith*, London, Zed Book, 1997

² Rist, G., *The History of Development : From Western Origins to Global Faith*, London, Zed Book, 1997
London: Zed Book; voir aussi Rostow, W. W., 'The process of economic growth', *the Economic History Review*, 12 (1), 1960, pp. 1-16.

³ Gérardin, B., Le développement de la Haute Volta, *Cahiers de l'Institut de Science Économique Appliquée*, I.S.E.A, Ouagadougou, 1964, p.111

⁴ Nisbet, R., *History of the Idea of Progress*, New Jersey, Basic books, 1980, p.7

⁵ Ginsberg, M., *The idea of progress: a revaluation*, London, Methuen, 1953

⁶ Godin, B., National innovation system the system approach in historical

Perspective, *Science, Technology & Human Values* 34(4), 2009, pp.476-501.

⁷ Kleinman, A., *Science and Technology in Society, From Biotechnology to the Internet*, Carlton, Blackwell publishing, 2005

⁸ Lazega, E. et Mounier, L., « La rhétorique des professions libérales au service de la privatisation de l'Etat : le cas des juges consulaires du tribunal de commerce français », In : Demazière, D., Gadéa, Ch., *Sociologie des groupes professionnels. Acquis récents et nouveaux défis*, Paris, La Découverte, pp.27-39, p.27

⁹ Freidson, E., *Professionalism. The third logic*, Cambridge, Polity Press, 2001, p.17

¹⁰ Perkin, H., *The rise of professional society*, London, Routledge, 1990, p.3

¹¹ Sciulli, D., *Professions in civil society and the state. Invariant foundations and consequences*, Leiden, BRILL, 2009, p.255

¹² Freidson, E., *Professionalism. The third logic*, Cambridge, Polity Press, 2001, p.17

¹³ Bessant, J. and Venables, T., *Creating wealth from knowledge*, Edward Edgar Publishing Limited, 2008

¹⁴ Schneider, M.C., *Research and development management: from Soviet to Russia*, Austria, Physica-verlag, 1994, p.v

¹⁵ Carr-Saunders, A. M., *Professions: Their organization and place in society*, Oxford, Clarendon Press, 1928; voir aussi Carr-Saunders, A.M. and Wilson, P.A., *The professions*, Oxford, Clarendon Press, 1933

¹⁶ Carr-Saunders, A.M. and Wilson, P.A., *The professions*, Oxford, Clarendon Press, 1933, p.2

¹⁷ Carr-Saunders, A.M. and Wilson, P.A., *The professions*, Oxford, Clarendon Press, 1933, p.2